

Service ICPE
Service Santé, protection animales et environnement
Cité administrative Lariboisière 6 place de la Pyrotechnie
CS 60022
18020 Bourges Cedex

Bourges, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PREAU BIOGAZ

LE PREAU
18390 Nohant-En-Goût

Références : -
Code AIOT : 0010014018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement PREAU BIOGAZ implanté SOUS LA COUR 18390 Moulins-sur-Yèvre. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet d'une plainte pour des nuisances olfactives.

Dans le cadre d'une démarche nationale, les sites de méthanisation soumis à autorisation doivent faire l'objet d'une recherche de PFAS dans le digestat brut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREAU BIOGAZ
- SOUS LA COUR 18390 Moulins-sur-Yèvre
- Code AIOT : 0010014018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de méthanisation agricole relevant du régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| 7 | Conditions d'exploitation | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | SURVEILLANCE DES REJETS | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 47 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------|--|-------------------|
| 1 | Conception et aménagement | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3 | Sans objet |
| 2 | Conception et aménagement | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5 | Sans objet |
| 3 | Conception et aménagement | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > I. | Sans objet |
| 4 | Conditions d'exploitation | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24 | Sans objet |
| 5 | Conditions d'exploitation | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 30 | Sans objet |
| 6 | Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit communiquer une étude olfactive et doit procéder à 1 analyse en vue de la recherche de PFAS dans le digestat brut.

Ces éléments doivent être retournés sous un délai de trois mois à l'inspection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et aménagement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Implantation. |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire. |
| Constats : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Conception et aménagement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'accès à l'installation. |
| Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. |
| Constats : L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Le portail est sécurisé. L'accès au site se fait après accord de l'exploitant. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Conception et aménagement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8 > I. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité. |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par " accès à l'installation " une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation dispose en permanence d' un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sur des parkings dédiés. L'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation est possible en tout temps.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Conditions d'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du procédé de méthanisation.</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; -mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; -le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ; -la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ; -la quantité, la composition et la pression du biogaz ; -les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. |
| <p>Constats :</p> <p>Une surveillance en continue des paramètres suivants sont effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; -mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; -le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ; -la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ; -la quantité, la composition et la pression du biogaz ; -les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 5 : Conditions d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 30 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site. |
|--|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

| |
|---|
| L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière. |
|---|

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

| |
|-------------------------------------|
| Le site est entretenu correctement. |
|-------------------------------------|

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 6 : Gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre de sortie, plan d'épandage. |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

| |
|---|
| a) Dans le cas d'une unité de méthanisation ne traitant que des effluents d'élevage et des matières végétales brutes issus d'une seule exploitation agricole, les conditions d'épandage du digestat sont celles prévues par la réglementation qui s'applique à cette exploitation. Le plan d'épandage initial doit être mis à jour pour tenir compte du changement de nature de l'effluent. |
|---|

| |
|---|
| b) Dans le cas d'une unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, à l'exception des prescriptions suivantes : |
|---|

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- l'analyse des sols figurant au 7° de l'article 38 et portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe VII a ;- la distance aux habitations mentionnée au tableau 4 de l'annexe VII b, réduite à 15 m en cas d'enfouissement direct du digestat ;- les interdictions d'épandage figurant au 2° du I de l'article 39-I ;- l'analyse des sols figurant au I et au 4° du II de l'article 41 ;- la fixation dans l'arrêté d'autorisation des teneurs maximales en éléments et substances indésirables présents dans les effluents ou déchets et de la quantité maximale annuelle d'éléments et substances indésirables épandus à l'hectare, figurant à l'article 42. |
|---|

| |
|---|
| c) Dans le cas d'une unité de méthanisation traitant des boues d'épuration des eaux usées domestiques, le plan d'épandage respecte les conditions visées dans l'arrêté du 8 janvier 1998. |
|---|

| |
|---|
| d) Dans le cas d'une autre unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-2 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé. |
|---|

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Le site traite les lisiers de l'élevage de porcs adjacent ainsi que les matières végétales de l'exploitation céréalière.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Conditions d'exploitation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.</p> <p>Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air mentionné au paragraphe suivant et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant mise en place de l'installation.</p> <p>Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5uoE/ m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut fixer la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs. Ces contrôles peuvent être plus fréquents au cours de l'année qui suit la mise en service de l'installation ou en cas de plaintes de riverains.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site a fait l'objet d'une plainte.</p> <p>L'exploitant s'était engagé à transmettre une étude de dispersion atmosphérique lors de la visite sur site. Cette étude n'est toujours pas parvenu à l'inspection à ce jour.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'étude de dispersion atmosphérique devra prendre en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air mentionné au paragraphe suivant et</p> |

d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant mise en place de l'installation.

Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il sera évalué par l'étude, devra être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5uoE/ m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : SURVEILLANCE DES REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 47

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux de son installation, hors rejets d'eaux pluviales non souillées en précisant la méthode retenue et la fréquence des contrôles.

Les paramètres à contrôler a minima sont : pH, température, matières en suspension et concentration en substances organiques exprimée en DCO.

L'azote global et le phosphore total sont également contrôlés. Pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement, la fréquence de contrôle pourra être renforcée.

Dans tous les cas, la fréquence de mesure pour l'ensemble de ces paramètres est définie par l'exploitant sans préjudice des fréquences de surveillance définies par l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 susvisée, et tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/ j, l'exploitant effectue également une mesure de ce débit.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'un rejet continu mais d'un rejet par bâchées, une analyse des paramètres précités est réalisée avant chaque rejet sur un échantillon instantané prélevé dans la bâchée à rejeter.

Le rejet ne peut intervenir que si les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.

| |
|---|
| Constats : L'exploitant doit transmettre une analyse sur les PFAS concernant le digestat sous un délai de trois mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |